

Le traitement envers le professeur Patrick Provost de l'Université Laval inquiète les académiciens du Québec



THE EPOCH TIMES

7 juillet 2022

Deux académiciens de Québec disent être inquiets à propos de la critique et de la censure des professeurs de la province qui questionnent les réactions du gouvernement face à la pandémie, y compris la vaccination des enfants.

Dans un article du média Québecor du 22 juin, Patrick Provost, professeur à temps plein au département de microbiologie et d'immunologie de l'Université Laval, s'est demandé s'il était bien d'imposer des passeports et des mandats vaccinaux, et de « museler les professionnels et les académiciens qui critiquent les mesures de santé ».

Le jour suivant, Québecor a enlevé l'article de sa plateforme.

À la mi-juin, Laval a suspendu Provost pour huit semaines sans salaire pour avoir dit, en décembre 2021, que les risques de la vaccination des enfants contre le COVID-19 outrepassent les bénéfices. L'université a ensuite infligé une suspension aussi longue à un second professeur, Nicolas Derome, de la faculté de science et du département de biologie de l'ingénierie, pour ses propres commentaires concernant la réaction au COVID-19.

Douglas Farrow, professeur de théologie et d'éthique à l'Université McGill de Montréal, appelle les suspensions de Laval « Un acte politique répressif » dans un article du Substack qu'il a écrit le 30 juin.

« L'Université. Laval a eu recours à la violence professionnelle pour appuyer la narration Covid croulante du Québec, » écrit Farrow. « Comme seconde victime de la violence, il y a le principe de liberté académique. »

Dans une entrevue avec The Epoch Times, Farrow a caractérisé les sanctions comme étant une manifestation parmi d'autres d'un projet plus grand visant à censurer les opinions de la minorité au sujet de la pandémie et des réactions face à celle-ci.

« Il y a une pression majeure exercée pour empêcher le public d'entendre des arguments réfléchis à propos de ces choses-là, et il n'importe pas vraiment que l'argument soit statistique, ou qu'il soit



Patrick Provost, professeur au département de microbiologie et d'immunologie à l'Université Laval, à Québec [Courtoisie de Patrick Provost]

médical ou scientifique, ou encore politique, » dit-il.

« Patrick [Provost] est le genre de personne qui peut s'exécuter sur le front médical scientifique ; il peut également le faire sur le front statistique et il peut le faire sur le front du gros bon sens politique. Mais de toute évidence, ils ne veulent pas que les gens entendent tout cela, et ils ont donc pris action contre lui. »

Une nouvelle loi protégeant la liberté académique

En mars 2020, le gouvernement du Québec a créé un comité sur la liberté académique en réaction aux rapports disant que les professeurs avaient cessé d'enseigner des sujets controversés afin de ne pas offenser des étudiants. En tout, 1 079 professeurs et 992 étudiants ont participé à un sondage dans lequel 60 pourcent des professeurs dirent qu'ils s'étaient engagés à s'autocensurer et 82 pourcent de ces professeurs voulaient que toute restriction soit enlevée quant à ce qu'ils peuvent dire en classe.

Le rapport du comité, soumis en décembre 2021, déterminait que les classes universitaires ne devaient pas être des espaces sécuritaires et qu'elles ne devaient pas exiger d'avertissements à savoir si les classes devaient inclure de la matière offensive. Le gouvernement du Québec a accepté toutes les recommandations du comité dans le Projet de Loi 32 qui a été adopté au début de juin.

Lorsque le projet de loi fut présenté, la Ministre de l'Éducation Supérieure, Danielle McCann, donna un an aux écoles pour s'y plier. Dans un email envoyé à *The Epoch Times*, McCann a dit que la suspension de Provost démontre la pertinence de la législation.

« Ce genre de situations à l'Université Laval confirme qu'il était nécessaire de légiférer sur cette question, » dit-elle. « La loi met également l'emphase sur le fait que la liberté académique doit être pratiquée en conformité avec les normes de la rigueur scientifique. »

Farrow trouve remarquable que l'université ait entrepris pareille action contre les deux professeurs, Provost et Derome, malgré la loi.

« Ils ont décidé de procéder en dépit de cette nouvelle loi, malgré le gros bon sens, malgré la tradition au sein des universités. Et n'importe quel professeur d'université

dans quelque discipline que ce soit et qui voit ce qui arrive ... devrait vraiment s'inquiéter de ce que ce genre d'action est jugé acceptable par l'administration d'une université majeure, » dit-il.

« Voilà une façon de dire à toutes les autres universités et aux professeurs : "Ne faites pas ce qu'il a fait, sinon nous allons vous attraper." »

Quand Epoch Times contacta l'université, Laval dit qu'elle « ne commente pas les situations de ses employés ».

« Effet glacial »

Le syndicat de la faculté de Laval a dit à la fin de juin qu'il avait levé un grief au sujet de la suspension de Provost, ajoutant qu'il était soucieux du fait que les actions de l'université « pourraient avoir un effet glacial sur les autres professeurs qui partagent des points de vue controversés. »

David Robinson, directeur exécutif de l'Association Canadienne des Enseignants d'Université, a dit que les professeurs ne devraient être disciplinés que pour les commentaires qui démontrent de l'incompétence ou qui violent les limites légales du langage, comme les lois sur la diffamation.

Farrow dit croire que les professeurs ont de puissants arguments et qu'une victoire établirait un précédent positif. Toutefois, il s'inquiète de ce que beaucoup de professeurs, d'étudiants et de Canadiens ne se lèvent pas pour parler.

« Si le peuple n'est pas prêt à se lever contre les pratiques, les directives du gouvernement, et éventuellement contre les lois qui limitent leurs libertés de manière inconvenante, alors les tribunaux ne pourront pas sauver Patrick Provost ou n'importe qui d'autre. En ce moment, je crois qu'ils le peuvent encore et j'espère que certains d'entre eux le feront, » dit-il.

« Mais pour moi, en-dessous de tout cela, la question qui me brûle le plus, c'est pourquoi ... si peu d'entre eux [les professeurs] se dressent, même lorsqu'un collègue est aussi maltraité ... Si la majorité des profs ne se dressent pas, et ne résistent pas dans les universités, je ne sais s'il reste quelque espoir. »

Travis Smith, professeur associé en science politique à l'Université Concordia à Montréal, exprima de fortes inquiétudes vis-à-vis le traitement des érudits.

« Je suis sous le choc. C'est ahurissant et épouvantable, » a dit Smith dans une entrevue.

« Les érudits devraient être complètement libres de poser n'importe laquelle de ces questions et les poursuivre là où leurs pensées et leurs découvertes les mènent. L'idée que, non seulement les médias les censurent, mais aussi que les institutions académiques appliquent des punitions contre leur faculté permanente et à temps plein pour avoir posé ces questions - cela m'apparaît tout à fait stupéfiant, je suis dans tous mes états. »

« Et voilà où on en est au Canada, » ajoute-t-il. « Ce n'est pas le Canada que je connais et que j'aime. Ce n'est pas le genre de comportement auquel je m'attends des universités d'un pays comme le nôtre. »

Smith dit que les professeurs s'engagent souvent dans l'autocensure parce qu'eux et leurs institutions sont de plus en plus redevables envers les intérêts corporatifs au fur et à mesure qu'ils courent après les dollars en recherche. Il dit que les érudits qui ne posent pas de questions ne font pas leur travail, non plus que les médias qui ne permettent pas que l'on pose ces questions.

« Je suis sous le choc parce que cela ne devrait pas arriver. On parle de quelque chose de profondément inquiétant qui survient dans les médias du pays, c'est relié à toutes sortes d'inquiétudes que nous avons à propos des médias qui sont subventionnés par le gouvernement et qui parlent à l'unisson et d'une seule voix à travers le pays, » dit Smith.

« Ils permettent certains dissidents, et ils réalisent rapidement qu'ils ne devraient permettre aucune dissidence. Et ce n'est pas du bon journalisme. Ce n'est pas le genre de journalisme sur lequel nous comptons dans un pays libre. »

Noé Chartier et la Presse Canadienne ont contribué à ce rapport.

« VOILÀ la Liberté ! »



Bulletin du pasteur Chuck Baldwin

7 juillet 2022

C'est vraiment peu dire que d'affirmer que l'Amérique ÉTAIT « la terre de la liberté et le foyer du brave ». Dans son ensemble, non seulement l'Amérique ne **ressemble**-elle pas à la terre libre qu'elle était jadis, mais elle a même perdu la capacité cognitive de **comprendre** ce à quoi une terre libre peut ressembler.

Le titre de cet article est le même que celui de mon message du Jour de l'Indépendance de dimanche dernier. Cet article y tire certains éléments.

Dans mon message, je passe en revue les principes spirituels bibliques et les principes constitutionnels américains qui contribuent à définir la Liberté.

Par exemple :

1. La liberté de dire la vérité

VOILÀ la Liberté

2. La liberté de rendre culte sans entrave

VOILÀ la Liberté

3. La liberté de s'assembler paisiblement, de protester et de redresser le gouvernement

VOILÀ la Liberté

4. La liberté de conserver et de porter des armes pour son autodéfense

VOILÀ la Liberté

5. La liberté que l'on nous laisse tranquille dans nos associations et nos opinions

VOILÀ la Liberté

6. La liberté d'être en sécurité dans nos foyers et dans nos effectifs

VOILÀ la Liberté

7. La liberté de notre intimité personnelle

VOILÀ la Liberté

Ce ne sont pas simplement des droits civils octroyés par décret gouvernemental : ce sont des Droits Naturels dont nous a dotés notre Créateur.

Notre Guerre Révolutionnaire fut une Guerre Juste combattue pour la défense des principes sacrés qui sont énumérés dans notre Déclaration d'Indépendance :

- Le principe d'indépendance sous Dieu
- Le principe que tous les hommes sont créés égaux sous les lois et les privilèges de Dieu
- Le principe que la vie, la liberté et l'auto-gouvernance sont des dons de Dieu
- Le principe qu'un gouvernement et une autorité juste découlent du consentement du peuple
- Le principe de l'autodéfense vis-à-vis les menaces à l'encontre de notre vie et de notre liberté
- Le principe que la résistance contre les conspirations tyranniques est un droit et un devoir moral
- Le principe que la mort et la tuerie ne sont honorables que dans l'application

et l'exécution d'une loi juste, de l'autodéfense et des droits et des devoirs naturels des hommes sous l'autorité morale de leur Créateur

- Le principe voulant que, lorsque l'on nie la source de nos libertés (Dieu), Son autorité propre et Sa souveraineté (par le rejet de la Loi naturelle et révélée), le fondement de nos libertés est détruit

La Déclaration débute ainsi :

Lorsque, dans le cours des événements humains, il devient nécessaire à un peuple de dissoudre le cercle politique qui les relie les uns aux autres, et d'assumer parmi les pouvoirs de la terre, la position égale et séparée vers laquelle l'habilitent les Lois de la Nature et le Dieu de la Nature, un décent respect des opinions de l'humanité requiert qu'il déclare les causes qui le poussent à la séparation.

Nous tenons ces vérités comme évidentes par elles-mêmes, que tous les hommes sont créés égaux, qu'ils sont dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables, que, parmi eux, il y a la Vie, la Liberté et la poursuite du Bonheur. — Que, pour sécuriser ces droits, des Gouvernements sont institués chez les hommes, tenant leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés, — Que, lorsque qu'une Forme quelconque de Gouvernement devient la destructrice de ces fins, il est du Droit du Peuple de l'altérer ou de l'abolir, et d'instituer un nouveau Gouvernement, en faisant reposer sa fondation sur de tels principes et en organisant ses pouvoirs dans une forme telle qu'elle leur semblera avoir le plus de chances de réaliser leur Sécurité et leur Bonheur.

La prudence dictera, en effet, que les Gouvernements établis depuis longtemps ne doivent pas être changés pour des raisons légères et éphémères ; et, de la même manière, l'expérience a démontré que l'humanité est plus disposée à souffrir, quand les maux sont supportables, que de se donner droit en abolissant les formes auxquelles elle est habituée. Mais lorsqu'un long train d'abus et d'usurpations, poursuivant invariablement un même Objectif, manifeste un plan pour la réduire sous un Despotisme absolu, c'est son droit, c'est son devoir, de se libérer d'un pareil Gouvernement et de pourvoir à de nouveaux Gardiens pour sa sécurité future. — Telle a été la patiente souffrance de ces Colonies ; et telle est maintenant la nécessité qui les contraint d'altérer leurs anciens Systèmes de Gouvernement.

L'histoire du présent Roi d'Angleterre en est une qui répète les préjudices et les usurpations ayant tous pour objectif direct l'établissement d'une Tyrannie absolue sur ces États. Afin de le prouver, soumettons les Faits à un monde sincère.

La Déclaration se termine ainsi :

Par conséquent, nous, les Représentants des États unis d'Amérique, en Congrès Général, Assemblés, faisant appel au Juge Suprême du monde concernant la rectitude de nos intentions, publions solennellement, au Nom et de par l'Autorité du bon Peuple de ces Colonies, et déclarons, Que ces Colonies unies sont, et doivent être par Droit, des États Libres et Indépendants, qu'elles sont absoutes de l'Allégeance à la Couronne Britannique, et que tout lien politique entres elles et l'État de la Grande-Bretagne est, et doit être, totalement dissous ; et qu'en tant qu'États libres et indépendants, elles ont plein Pouvoir de faire la Guerre, conclure la Paix, contracter des Alliances, établir le Commerce, et de faire tout Acte et toute Chose que les États indépendants ont le droit de faire. — Et en support à cette Déclaration, avec la ferme confiance en la Divine Providence, nous engageons mutuellement nos Vies, nos Fortunes et notre Honneur sacré les uns envers les autres.

En vérité, les signataires de la Déclaration d'Indépendance de l'Amérique ont enduré le sacrifice du tribut et du sang. Le père de Rush Limbaugh, Rush H. Limbaugh Jr, a écrit de manière éloquente :

Des 56 qui signèrent la Déclaration d'Indépendance, neuf moururent de leurs blessures ou de leurs épreuves durant la guerre. Cinq furent capturés et emprisonnés, dans chaque cas avec un traitement brutal. Plusieurs perdirent leur femme, des enfants ou toute la famille. L'un perdit ses treize enfants. Deux femmes furent brutalement traitées. Tous furent, à un moment donné ou l'autre, victimes de chasses à l'homme et évincés de leurs foyers. Douze des signataires virent brûler complètement leur maison. Dix-sept perdirent tout ce qu'ils possédaient. Pourtant, personne ne fit défection ou ne revint sur sa parole engagée. Leur honneur, ainsi que la nation qu'ils créèrent avec tant de sacrifice, demeurent intacts.

John Adams et Thomas Jefferson moururent tous les deux le 4 juillet 1826 - cinquante ans après le jour de la Déclaration - ce que l'on doit considérer comme un

point d'exclamation de Dieu de Son approbation envers leurs efforts altruistes, car ils furent les deux hommes principalement responsables d'avoir suscité la Déclaration. Daniel Webster fit les éloges des deux hommes le 2 août. Dans ses remarques en ce jour-là, les mots suivants sont à noter : « Elle [la Déclaration d'Indépendance] est le sentiment que je ressens et, par la bénédiction de Dieu, ce sera mon sentiment à ma mort. L'indépendance aujourd'hui, et l'indépendance pour toujours. »

Avec tous les dénigrements et la diabolisation des Pères Fondateurs de la part de la Gauche comme de la Droite, ces jours-ci, je crois pertinent que nous nous rappelions les mots de notre SEIGNEUR, qui a dit : « *Vous les connaîtrez donc à leurs fruits* » (Matthieu 7:20).

Nous pouvons savoir le genre de chênes géants qu'étaient nos Pères Fondateurs par les fruits de Liberté qu'ils ont produit.

S'il vous plaît, souvenez-vous qu'il fut un temps où les peuples opprimés de par le monde parlaient avec envie de l'Amérique en disant : « VOILÀ la Liberté ! »

Mais CETTE Amérique-là est partie depuis longtemps.

Aujourd'hui, le monde est choqué d'angoisse de voir comment « l'Amérique : terre de la liberté » est devenue aussi rapidement « l'Amérique : la terre de la guerre et de l'oppression ». Mais le nom d'un pays importe peu. Ce qui compte, ce sont les libertés protégées par ce pays. Comme l'a écrit Jefferson dans la Déclaration :

Lorsqu'une Forme quelconque de Gouvernement devient la destructrice de ces fins, il est du Droit du Peuple de l'altérer ou de l'abolir, et d'instituer un nouveau Gouvernement, en faisant reposer sa fondation sur de tels principes et en organisant ses pouvoirs dans une forme telle qu'elle leur semblera avoir le plus de chances de réaliser leur Sécurité et leur Bonheur.

Que Dieu, dans Sa bienveillante miséricorde, accorde à une nouvelle génération de patriotes américains l'honneur de rétablir les principes ci-mentionnés de constitutionnalisme et de liberté dans cette patrie - quelque soit son nom - vers laquelle les gens opprimés de par le monde jetteront un regard avec une nouvelle

lueur d'espoir dans les yeux et diront une fois encore : « VOILÀ la Liberté ! »

Nous devons faire quelque chose...



Lettre mensuelle de *Power of Prophecy*

Juillet 2022



Par Jerry Barrett

Aurons-nous jamais des yeux pour voir ?

« Or je vous exhorte, mes frères, de prendre garde à ceux qui causent des divisions et des scandales contre la doctrine que vous avez apprise, et de vous éloigner d'eux. Car ces sortes de gens ne servent point notre Seigneur Jésus-Christ, mais leur propre ventre, et par de douces paroles et des flatteries ils séduisent les cœurs des simples. Car votre obéissance est venue à la connaissance

de tous. Je me réjouis donc de vous ; mais je désire que vous soyez prudents quant au bien, et simples quant au mal. »

Romains 16:17-19

« Jésus donc leur dit encore : en vérité, en vérité je vous dis, que je suis la Porte par où entrent les brebis. Tout autant qu'il en est venu avant moi, sont des larrons et des voleurs ; mais les brebis ne les ont point écoutés. Je suis la Porte : si quelqu'un entre par moi, il sera sauvé, et il entrera et sortira, et il trouvera de la pâture. Le larron ne vient que pour dérober, et pour tuer et détruire ; je suis venu afin qu'elles aient la vie, et qu'elles l'aient même en abondance. »

Jean 10:7-10

Il y a un dicton fort approprié pour ces jours-ci : « On a fermé les portes de la grange après que les chevaux se soient échappés. » Comme la Boîte de Pandore, nos fonctionnaires élus annoncent à grands cris que nous avons besoin d'un plus grand contrôle des armes. Malheureusement, pour ceux d'entre nous qui obéissons aux lois, il s'agit encore d'un empiètement sur nos droits et nos libertés.

Le Second Amendement déclare : « Le droit du peuple de garder et de porter des armes ne sera pas enfreint. » « *Ne sera pas enfreint* » est l'expression que des réitérations précédentes de notre Cour Suprême ont citée contre les lois sur les armes. Nous devons alors nous demander si ce groupe de juges va reconnaître nos droits, ou si les clameurs des accapareurs vont avoir préséance.

C'est un narratif sans fin que les socialistes progressifs poussent de l'avant au Congrès (et à la Maison Blanche) et que répètent les médias contrôlés. Les exigences de ces victimes d'opérations psychologiques (*psyops*), se rapportant aux récentes séries de fusillades de masse dans notre pays, ont aussi sauté dans le wagon des accapareurs d'armes.

Rahm Emmanuel, faisant écho à son mentor Saul Alinsky, a déclaré : « Ne jamais laisser une bonne crise se gaspiller. » Par le nombre de photos et de vidéos utilisés par les médias, l'on constate



Rahm Emmanuel et le Vice-président d'alors, Joe Biden, rient ensemble - probablement à nos dépens.

que cette crise s'est vue bénie du nombre de ceux qui soutiennent cet effort pour ôter les armes des mains des citoyens.

Une partie du Plan ?

Pourquoi le nombre des fusillades de masse a-t-il augmenté dans les derniers quelques mois ? Les membres de l'élite de l'État Profond sont-ils à fomenter un plan d'action ? Le FBI a-t-il été coopté par les politicards qui souhaitent créer le Nouvel Ordre Mondial ?

À chaque jour qui passe, il y a de plus en plus d'information disponible pour ceux qui cherchent la vérité. Rappelez-vous que ce sont ces mêmes personnes qui proclamaient que le soi-disant vaccin Covid-19 allait créer l'immunité collective et protéger tout le monde de ce virus mortel ; qui clamaient que la Russie envahissait le petit pays de l'Ukraine et infligeait d'horribles crimes de guerre aux citoyens de cette nation ; ce sont les mêmes gens qui criaient sur les toits que le Président Trump était en collusion avec les Russes et que le portable d'Hunter Biden était une campagne de désinformation de la part de Vladimir Poutine.

Qui se rappelle du prétendu complot d'enlèvement contre le Gouverneur du Michigan, Gretchen Whitmer ? Êtes-vous au courant que le FBI a joué sa part dans

la *planification* de cet attentat bâclé ? N'est-ce pas aussi le FBI qui fut impliqué dans le canular Trump/Russie ? Maintenant, vous êtes peut-être en mesure de mettre les pièces du casse-tête en place.

Événements sous faux drapeau

Quand Joe Biden fit campagne pour la présidence, un des éléments de sa plateforme a été d'abolir l'Association Nationale des Armes à Feu, de même que votre droit individuel de posséder une arme à feu. Après un grand nombre de fusillades de masse fortement publicisées à travers le pays, son régime et ses acolytes crurent qu'un changement séismique de l'opinion publique permettrait que ce complot porte ses fruits.

Je ne contesterai pas le fait que beaucoup d'enfants soient morts dans la fusillade scolaire d'Uvalde. Comme je ne remettrai pas en question le fait que de nombreuses personnes aient été abattues dans une épicerie de Buffalo. Cependant, je suis curieux - après avoir lu bon nombre de rapports dans les médias alternatifs - à propos de l'implication alléguée de fonctionnaires (actifs ou retirés) de mise en application des lois fédérales qui ont eu auparavant des conversations avec ces deux tireurs.

La manière la plus sûre de créer un soutien acharné pour le contrôle des armes, c'est de massacrer des bébés innocents et des personnes âgées. Cela fait vibrer fortement nos cordes sensibles. Nos émotions commencent à l'emporter sur notre esprit analytique.

Escalade des crimes et de la violence

Comme je l'écrivais dans ma lettre du mois dernier, *Le Far West était-il si sauvage ?*, une grande vague de crimes s'est répandue dans notre pays. Les procureurs de district soutenus par George Soros ont réécrit les lignes directrices des fondés de pouvoir, toutes dans le but d'assurer aux criminels des peines d'emprisonnement minimales ou pas d'emprisonnement du tout. Les législateurs de New York et de la Californie sont allés extrêmement loin pour créer une porte tournante avec des programmes de cautions sans argent.

Les membres de la communauté noire sont la cible depuis des années d'un maintien de l'ordre injuste. Toutes ces nouvelles lignes directrices visent à créer « l'équité ». Ces « sauveurs des opprimés » ont choisi de donner aux criminels de carrière une porte de sortie. Gardez en tête que les conseils de ville d'extrême gauche à travers le pays ont dé financé de nombreux départements de police. Vérifiez les statistiques de crimes à Seattle et à Minneapolis pour voir jusqu'à quel point cette brillante idée a bien fonctionné. Les citoyens obéissant aux lois et vivant dans ces villes sont plantés là.

Qu'en est-il des bonnes gens avec des armes à feu ?

Les médias contrôlés ne permettront pas que change le narratif. Les nouvelles nationales refusent de rapporter les cas où des propriétaires de fusils qui obéissent aux lois ont sauvé d'innombrables vies en se mettant en brèche quand des criminels effrontés ont attaqué. Les nouvelles locales partagent peut-être ces récits, mais ceux-ci seront rapidement remplacés par d'autres items qui « valent les manchettes ». En avez-vous entendu parler ?

- En Virginie occidentale, un criminel reconnu, illégalement en possession d'un AR-15, a tiré plusieurs balles en direction d'un party de graduation et d'anniversaire. Heureusement, personne n'a été blessé, sauf l'homme qui a tenté cette fusillade de masse. Une femme qui assistait à la fête a tiré calmement un pistolet et a sauvé plusieurs vies.
- Dans le Comté de Dekalb, en Géorgie, un criminel est entré dans un restaurant en portant un masque et en brandissant un fusil dans une tentative de vol. Il ordonna à tous les clients de se coucher sur le sol, mais un des clients avait un permis de port d'arme dissimulée. Après un échange de tirs, le criminel a été mortellement touché. Il n'y a pas eu d'autres blessés.
- À Waco, au Texas, un mâle poignardait activement une femme quand un Bon Samaritain fit feu de son arme pour la défendre, frappant son assaillant.

Ce n'est qu'un échantillon des récits disponibles aux chercheurs de vérité, mais vous ne pouvez compter sur les grands mass-médias pour les transmettre. Un résident de Buffalo a été interviewé par *Fox News* après la fusillade de masse dans une épicerie et il a fait une observation très intéressante, encore que l'on ne l'ait pas diffusé très

longtemps.

Cet homme a déclaré : « C'est ridicule. Ça doit changer. De bas en haut, parce qu'ils ne font rien, nous devons faire quelque chose... Si plus de gens étaient armés, et savaient quoi faire avec une arme, parce que ce n'est une question d'arme, mais de la personne derrière l'arme. »

Pas étonnant que cette entrevue n'ait pas été diffusée largement partout. Cela va contre le narratif que les accapareurs d'armes veulent pousser de l'avant. Néanmoins, la déclaration de ce gentleman frappait dans le mille.



« Ça doit changer ... Si plus de gens étaient armés et savaient quoi faire avec une arme, parce que ce n'est pas une question d'arme, mais de la personne derrière l'arme. »

Quel est le nœud du problème ?

Depuis la fusillade à Uvalde, au Texas, il y a eu des centaines d'autres incidents impliquant des armes. Trente-trois sont qualifiées de fusillades de masse. Le facteur causal le plus important est l'absence de Dieu dans la vie de ces auteurs de crime.

L'âge moyen des tireurs de masse est de 18 ans en Amérique. Ces garçons ont été élevés en prédominance dans des foyers sans père et sans notre Père. Les politiques d'extrême gauche ont encouragé les deux ! Lorsque le côté le plus sombre de la nature humaine est favorisé, ce genre de mal se répand.

Dans Matthieu 22:39, Jésus a dit : « *Tu aimeras ton prochain comme toi-même.* » Nous avons reçu comme mission d'aller de par le monde et partager Son message. Être Son représentant est une bénédiction énorme. Faites partie de la solution.



Par Michelle Hallmark Powell

RACISME

Les Écritures nous disent que Dieu a créé les êtres humains à Son image. Il n'y a pas d'exception. Puisque nous sommes tous faits à Son image, nous sommes tous uniques et précieux à Ses yeux. Il n'y a aucune démonstration de hiérarchie d'êtres humains dans les Écritures. Jésus est venu pour que nous soyons *tous* sauvés.

L'on définit le racisme comme étant un préjudice, de la discrimination ou de l'antagonisme dirigé contre quelqu'un de race différente en se basant sur la croyance que votre propre race est supérieure. Il en résulte de la haine, de la crainte et un traitement inhumain envers quelqu'un à cause de la nation de laquelle il provient ou de la couleur de sa peau.

Dieu a créé l'humanité à Son image, mais la Bible enseigne qu'il y a beaucoup de nations et d'ethnicités. Dieu n'a jamais fait de distinction entre elles. Toutes, elles faisaient partie de la race humaine de Dieu. Leur couleur, leur provenance ou leur religion et leurs croyances importaient peu.

Au fil de la Bible, Dieu parle d'Arabes, d'Égyptiens, de Grecs, de Romains et d'Israélites.

Dieu a toujours ouvert les bras au monde entier. Dans la vie et la mort de Jésus, nous apprenons l'amour, la compassion et la miséricorde de Dieu montrés à tous les peuples. Dieu a envoyé Jésus afin de mourir pour tout le monde (Jean 3:16) et Il a enseigné aux disciples d'aller dans toutes les nations et de partager l'Évangile afin que chaque nation et chaque génération ait l'opportunité d'obtenir la vie éternelle.

« Où il n'y a ni Juif ni Grec ; où il n'y a ni esclave ni libre ; où il n'y a ni mâle ni femelle ; car vous êtes tous un en Jésus-Christ » (Galates 3:28).

Évolution

La racine du racisme est fondamentalement ancrée dans la croyance en « l'évolution ». Sans l'évolution, le racisme ne peut exister. L'idée que certaines races soient supérieures et d'autres inférieures ne se maintient uniquement que par le concept que certaines races sont plus évoluées et avancées que les autres races.

Voici un exemple de ce que l'on trouve sur Wikipédia concernant le racisme :

« On l'appelle parfois le racisme académique, des théories dont on avait besoin pour vaincre la résistance de l'Église aux comptes-rendus positivistes de l'histoire et son soutien au monogénisme. L'on devait se débarrasser de la théorie que tous les êtres humains proviennent des mêmes ancêtres (Adam et Ève - 1 Timothée 2:13).

Selon la Bible, nous savons tous que Dieu a créé Adam à partir de la poussière de la terre et a insufflé dans ses narines le souffle de vie (Genèse 2:7). Et le Seigneur Dieu dit : *« Il n'est pas bon que l'homme soit seul ; je lui ferai une aide semblable à lui »* (Genèse 2:18).

À l'origine, l'Église s'opposa à l'évolution à cause du récit biblique de la Création. La Bible ne discute pas réellement de racisme. Celui-ci ne peut pas exister, car la Bible enseigne qu'il n'y a qu'une seule race...la race humaine.

La Bible traite du Péché, pas du racisme. Le racisme est une conséquence du péché. Le péché existe et le monde essaie de le remplacer par le racisme, lequel est de

l'orgueil, de l'arrogance, une vision trop élevée de soi-même, etc.

« Toutes les choses donc que vous voulez que les hommes vous fassent, faites-les leur aussi de même, car c'est là la Loi et les Prophètes » (Matthieu 7:12).

Le racisme abonde partout

Presqu'à chaque mois, il arrive un terrible incident où plusieurs personnes sont tuées. On met toujours le blâme sur le racisme. On a lavé le cerveau de quelqu'un pour qu'il soit antisémite, ce qui est la même chose que d'être raciste. L'agenda politique dans son entier insiste pour que chaque incident qui arrive soit dû au racisme. Et franchement, ils tentent de le relier à leurs buts et leurs plans racistes. Au fil du temps, nous avons vu le fatras anti-blancs croître pendant des années, et les noirs comme les blancs commencent à en avoir marre.

Tout a réellement rapport à Jésus !

« Mais rejetez maintenant toutes ces choses, la colère, l'animosité, la médisance ; et qu'aucune parole déshonnête ne sorte de votre bouche. Ne mentez point l'un à l'autre ayant dépouillé le vieil homme avec ses actions, et ayant revêtu le nouvel homme, qui se renouvelle en connaissance, selon l'image de celui qui l'a créé. En qui il n'y a ni Grec, ni Juif, ni Circoncision, ni Prépuce, ni Barbare, ni Scythe, ni esclave, ni libre ; mais Christ y est tout, et en tous. Soyez donc, comme étant des élus de Dieu, saints et bien-aimés, revêtus des entrailles de miséricorde, de bonté, d'humilité, de douceur, d'esprit patient ; vous supportant les uns les autres, et vous pardonnant les uns aux autres ; et si l'un a querelle contre l'autre, comme Christ vous a pardonné, vous aussi faites-en de même. Et outre tout cela, soyez revêtus de la charité, qui est le lien de la perfection » (Colossiens 3:8-14).

Les deux plus grandes menaces contre nos Libertés



Bulletin du pasteur Chuck Baldwin

30 juin 2022

Non ! La Russie n'est pas une des deux plus grandes menaces contre nos libertés. En fait, la menace russe n'est pas dans les dix premiers - ni même les vingt premiers. Si cela se trouve, la manière que le Parti Guerrier de Washington, D.C., et d'autres capitales occidentales exacerbent et étendent le conflit en Ukraine, ce sont **eux** que nous devons remercier pour le risque d'un conflit global.

Les deux plus graves menaces contre nos libertés sont aujourd'hui 1) la Tyrannie Covid, et 2) les lois *Red Flag* de confiscation d'armes à feu.

Les attaques les plus sérieuses contre nos libertés proviennent TOUJOURS de l'intérieur de notre gouvernement.

J'ai parlé et j'ai écrit en long et en large de ce qui a trait à la tyrannie Covid. Cette fois-ci, je me consacre aux lois *Red Flag* en plein essor sur la confiscation de nos armes à feu.

Alors que la Cour Suprême américaine a rendu la semaine dernière deux décisions louables - et constitutionnellement puissantes - annulant *Roe vs Wade* et affirmant le droit absolu du peuple à conserver et porter des armes en annulant la loi tyrannique de contrôle des armes à feu de l'État de New York interdisant aux New Yorkais de porter des armes, le Sénat américain, grâce à l'aide de 15 républicains

néoconservateurs, adopta le projet de loi le plus draconien des dernières décennies sur le contrôle des armes : un projet de loi qui, en effet, crée une loi *Red Flag* nationale sur la confiscation des armes.

Non seulement le projet de loi empiète-t-il sur la liberté des jeunes de 18 à 20 ans d'acheter et de posséder des armes sans une restriction gouvernementale excessive, mais il fournit des millions de dollars des payeurs de taxes pour **ACHETER** les états afin qu'ils promulguent les lois *Red Flag*.

Ne vous y trompez pas : c'est un contrôle d'armes déguisé du genre le plus vil.

Cette loi permet au personnel policier de faire irruption dans votre maison et de saisir vos armes à feu sans que vous soyez accusé de crime, sans que vous menaciez de commettre un crime, sans que vous ayez commis un crime, sans enquête à savoir pourquoi l'on vous confisque vos armes, sans représentation légale et sans procès.

Tout ce dont on a besoin pour précipiter la confiscation des armes de quelqu'un, c'est une ACCUSATION. Une ACCUSATION non vérifiée, non prouvée, non confirmée, par presque quiconque ne vous aime pas - ou n'aime pas vos fusils. Et une fois que vos armes sont saisies par l'État, vous aurez plus de chances de gagner à la loterie que de revoir vos armes. Et si elles vous reviennent, ne vous attendez pas à ce qu'elles soient dans la même condition ou dans le même état de marche qu'elles étaient avant que des agents du gouvernement ne vous les volent.

Comprenez, s'il vous plaît, que ce dont il est question dans cette loi, c'est BIEN PLUS que les armes. Cette loi empiète sur la Charte des Droits. Il est question d'un procès équitable. Cela concerne le droit au conseil légal. Cela concerne l'homme qui est innocent tant qu'on n'a pas **prouvé** sa culpabilité. Ce projet de loi attaque le cœur même de la Liberté et de la Jurisprudence américaines et c'est le début d'une société orwellienne à **pré-crime** où un homme est présumé coupable jusqu'à ce que l'on prouve qu'il est **innocent**.

Et n'oubliez jamais que, puisque cette loi autorise la police à faire irruption chez les gens **innocents** et à confisquer leurs armes, le critère déterminant un pareil raid est totalement sujet à la discrétion des autorités locales qui donnent leur aval au raid.

Cela veut dire que le critère peut être **n'importe quoi**. Ce pourrait être un genre de « pointage » de média sociaux pour avoir exprimé des idées politiquement incorrectes ; ce pourrait être votre association avec un groupement ou une organisation impopulaire ; ce pourrait être les penchants personnels anti-arme de juges ou d'officiers de police locaux ; ce pourrait être des vendettas personnelles ou politiques.

Prenez le cas de Gary Willis, un homme dans la soixantaine du Comté Anne Arundel, au Maryland, qui fut accusé d'être instable par un membre de sa famille. Cela incita à envoyer la police confisquer ses armes à feu en vertu d'une loi *Red Flag* - malgré le fait que l'homme n'avait commis aucun crime, qu'il n'avait menacé personne et n'avait jamais été accusé d'un crime et, au dire de tous, ne représentait un danger pour personne - et quand cet homme résista au fait que l'on saisisse ses armes (sans intention de blesser un officier) la police tira sur lui à cinq reprises et le tua.

Si Gary Willis avait tort de résister au raid tyrannique contre son foyer par des autorités visant à saisir ses armes à feu, alors aussi les hommes de Lexington Green.

Et les flics assassins ne furent évidemment pas accusés de crime et ne furent même pas réprimandés.

Voici les quinze sénateurs républicains communistes ayant donné licence aux flics inspirés par la Gestapo de surgir dans vos maisons et de saisir vos armes sans que vous n'ayez rien fait de mal :

1. Mitch McConnell du Kentucky, leader de la minorité au Sénat
2. Roy Blunt du Missouri (qui se retirera à la fin de son terme)
3. Richard Burr de la Caroline du Nord (qui se retirera à la fin de son terme)
4. Shelley Moore Capito de la Virginie occidentale
5. Bill Cassidy de la Louisiane
6. Susan Collins du Maine
7. John Cornyn du Texas
8. Joni Ernst de l'Iowa
9. Lindsey Graham de la Caroline du Sud
10. Lisa Murkowski de l'Alaska (en lice pour sa réélection en novembre)
11. Rob Portman de l'Ohio (qui se retirera à la fin de son terme)

12. Mitt Romney de l'Utah
13. Thom Tillis de la Caroline du Nord
14. Pat Toomey de la Pennsylvanie (qui se retirera à la fin de son terme)
15. Todd Young de l'Indiana (en lice pour sa réélection en novembre)

Voici les 19 états qui ont déjà adopté les lois *Red Flag* sur la confiscation des armes à feu, en partie grâce à l'endossement enthousiaste du Président Donald Trump pour ces lois tyranniques :

Californie, Colorado, Connecticut, Delaware, Floride, Hawaï, Illinois, Indiana, Maryland, Massachusetts, Nevada, New Jersey, Nouveau-Mexique, New York, Oregon, Rhode Island, Vermont, Virginie et Washington.

Or, l'on va **acheter** le reste des états grâce aux millions de dollars des Washington, D.C., pour qu'ils promulguent leurs propres lois *Red Flag* sur la confiscation des armes à feu.

Tous les citoyens qui aiment la liberté et qui demeurent dans les 31 états qui n'ont pas encore adopté les lois *Red Flag* doivent faire savoir à leurs législateurs, leurs sénateurs et leurs gouverneurs du *GOP*, en termes sans équivoque, qu'ils ne **TOLÉRERONT AUCUNE** tentative de faire passer dans leur État une loi *Red Flag* sur la confiscation des armes à feu.

Si nous avons à défendre notre liberté **UNE MAISON À LA FOIS**, nos politiciens - en particulier le personnel local de mise en vigueur de la loi - doivent savoir que c'est exactement ce que nous allons faire.

Et si votre sénateur du *GOP* - ou, dans le cas de la Caroline du Nord, les *deux* sénateurs - se trouve dans la liste ci-haut de ceux qui ont voté pour ce projet de loi tyrannique, vous devez avoir comme partie de votre mission de vous assurer que ce sénateur ne soit jamais réélu à un poste politique.

Voici une vidéo YouTube de sept minutes concernant mon évaluation et mon avertissement contre ce projet de loi monstrueusement tyrannique sur la confiscation des armes à feu. **S'il vous plaît, partagez cette vidéo avec le plus de gens possible.** Pendant que les conservateurs sont occupés à se réjouir de la décision Roe, ils sont pour la plupart inconscients du danger de ce nouveau projet de

loi de confiscation des armes adopté par le Sénat et bientôt signé comme loi par Joe Biden.

À quoi bon une loi qui « protège » votre droit de posséder et de porter des armes si le gouvernement peut les confisquer - même si vous n'avez rien fait de mal - n'importe quand il est sournoisement enclin à le faire ?

Je vous le dis : avec la tyrannie Covid (qui est encore très active), cette loi *Red Flag* nationale de confiscation des armes à feu est une des menaces les plus graves contre nos libertés - **de tout notre vivant !**